



**PRÉFET
DE MEURTHE-ET-MOSELLE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Arrêté complémentaire visant à modifier les paramètres suivis
dans le cadre des mesures de surveillance des eaux souterraines au droit et en limite
de l'ancien site industriel de la société PNEUMATIQUES KLEBER à TOUL**

N° 2023-0987

AIOT 0006200635

LE PRÉFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE
Chevalier de la Légion d'Honneur
Officier de l'Ordre National du Mérite

Vu le titre 1^{er} du livre V du code de l'environnement relatif aux installations classées pour la protection de l'environnement, en particulier son article R. 181-45 ;

Vu le décret 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des Préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et les départements ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 2013-0995 du 10 mars 2014 fixant les mesures de surveillance des eaux souterraines au droit et en limite de l'ancien site industriel de la société PNEUMATIQUES KLEBER à Toul ;

Vu le bilan quadriennal des campagnes de surveillance des eaux souterraines pour la période 2018-2021 adressé à l'inspection des installations classées par la société MICHELIN le 1^{er} avril 2022 ;

Vu le courrier de l'inspection des installations classées référencé CM/NW/523_2022 du 20 octobre 2022 ;

Vu les courriels de l'exploitant en date du 28 mars 2022, 2 juin 2022, 4 août 2022, 14 avril 2023, 21 avril 2023 et du 12 septembre 2023 ;

Vu le rapport de l'inspection des installations classées de la DREAL Grand Est référencé CM/NW/1932_2023 en date du 27 novembre 2023 ;

Vu le projet d'arrêté porté le 8 décembre 2023 à la connaissance de l'exploitant par courrier postal ;

Vu l'absence d'observation présentées par l'exploitant sur ce projet ;

Considérant que les hydrocarbures C₅-C₁₀ et C₁₀-C₄₀ ne sont pas présents ou ont été détectés à l'état de trace sur l'ensemble des 8 campagnes réalisées entre 2018 et 2023 ;

Considérant que l'analyse du bilan de la surveillance des eaux souterraines, en particulier l'évolution des teneurs en hydrocarbures sur le réseau de surveillance piézométrique, ne nécessite plus le suivi de la teneur en hydrocarbures ;

Considérant que les prescriptions fixées par l'arrêté préfectoral n° 2013-0995 du 10 mars 2014 doivent être modifiées afin d'entériner la modification des paramètres suivis ;

Considérant qu'à tout moment, même après la remise en état, le préfet peut imposer à l'exploitant les prescriptions nécessaires à la protection des intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement ;

Sur proposition du Secrétaire Général de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle

ARRÊTE

Article 1^{er} : Fréquence de suivi et paramètres suivis

L'article 2-2 de l'arrêté préfectoral n° 2013-0995 du 10 mars 2014 est modifié comme suit :

« Article 2-2

Le contrôle de la qualité des eaux de la nappe est fait à fréquence semestrielle, en période de basses eaux et de hautes eaux.

Les substances polluantes à rechercher et à doser dans les eaux souterraines sont les suivantes :

Piézomètres	Paramètres recherchés
	COHV
PzB1	X
PzB4	X
Pz7	X
Pz9	X

»

Article 2 : Délais et voies de recours

Le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction.

Il peut être déféré auprès du Tribunal administratif de Nancy (par courrier postal à l'adresse suivante : 5, place de la Carrière - Case Officielle n° 38 - 54036 NANCY Cedex, ou par saisine électronique via le site « télérecours citoyen » – www.telerecours.fr) :

1°. Par l'exploitant, dans un délai de deux mois à compter du jour où la décision lui a été notifiée ;

2°. Par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L. 181-3, dans un délai de quatre mois à compter de :

- a) L'affichage en mairie dans les conditions prévues au 2° de l'article R. 181-44 ;
- b) La publication de la décision sur le site internet de la préfecture prévue au 4° du même article.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de la décision.

Le présent arrêté peut également faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique auprès du préfet de Meurthe-et-Moselle ou du ministre de la transition écologique et de la cohésion des territoires dans un délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1° et 2°.

En application des dispositions de l'article R. 181-51 du code de l'environnement, tout recours administratif ou contentieux doit être notifié à l'auteur et au bénéficiaire de la présente décision, à peine, selon le cas, de non prorogation du délai de recours contentieux ou d'irrecevabilité. Cette notification doit être adressée par lettre recommandée avec accusé de réception dans un délai de 15 jours francs à compter de la date d'envoi du recours administratif ou du dépôt de recours contentieux.

Article 3 : Exécution de l'arrêté et information des tiers

Le Secrétaire Général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle, et l'inspection des installations classées de la DREAL Grand Est sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à :

- la SOCIÉTÉ MANUFACTURE FRANÇAISE DES PNEUMATIQUES MICHELIN (Direction immobilière – SGS/STI ; Bât. A17 – 2ème – CAR ; 23 Place des Carmes Déchaux ; 63040 CLERMONT-FERRAND Cedex 9)

et dont une copie sera adressée à :

- Monsieur le sous-préfet de TOUL
- Monsieur le maire de TOUL

et qui sera publié sur le site internet de la préfecture de Meurthe-et-Moselle pendant une durée de 4 mois en application des dispositions de l'article R. 181-45 du code de l'environnement.

Nancy, le **21 FEV. 2024**

Le Préfet,

Pour le préfet
et par délégation,
le secrétaire général


Julien LE GOFF

